

Nord de l'Ontario—bien que je parle seulement pour ma circonscription—et de toutes les régions de l'Ontario. Nous n'avons pas intérêt à ce qu'une collectivité située dans la circonscription du premier ministre fasse concurrence à d'autres régions de sa circonscription qui n'ont pas été désignées. Les régions devraient être désignées de façon à éliminer la concurrence—elle est très injuste en concurrence—afin qu'on puisse profiter entièrement du développement naturel dans les régions industrielles.

Une société de ma région a demandé d'être désignée conformément aux anciens critères et on l'a informée qu'elle serait considérée comme étant adjacente à une région désignée selon les termes de la loi. Mais cela n'a pas été envisagé. La localité en question aurait voulu en appeler au premier ministre personnellement et que celui-ci accepte de passer quelque 15 ou 20 minutes avec ses représentants lors d'une réunion qu'il a organisée dans sa propre circonscription électorale pour la semaine prochaine. Le premier ministre a refusé d'inviter les localités qui désiraient être représentées pour pouvoir s'entretenir de cette question, bien que les représentants de ces localités aient été invités à une réception mondaine suivie de danse. Ainsi que le président du conseil municipal de ma municipalité me le disait, il aurait voulu rencontrer le premier ministre pour débattre la question et ne s'intéressait pas particulièrement au côté mondain de la réception.

Je n'ai pas l'intention d'aller au fond de cette affaire maintenant; le faire serait injuste pour le ministre dont on abuse vraiment en lui laissant la charge de tant de ministères, en l'absence de leurs ministres. Ce serait aussi injuste envers mes commettants, comme d'ailleurs envers tous les habitants du Nord de l'Ontario. Des réunions régulières sont tenues par les organisations de développement industriel du Nord-Est et du Nord-Ouest, les maires et les préfets des municipalités de la région, qui voudraient tous faire désigner tout le Nord de la province. Tous savent que c'est la seule manière d'aider les municipalités du Nord de l'Ontario.

Nous avons été pressentis par un certain nombre de sociétés s'intéressant au développement industriel, mais nous attendons la décision finale du gouvernement en ce qui concerne les critères et la manière de les appliquer. Nombre de districts du Nord de l'Ontario ne se conformeront jamais au critère du chômage, parce que dans cette région cela équivaldrait à transférer les gens à Toronto où il y a du travail—et le problème serait résolu.

Monsieur le président, nous ne tenons pas à déplacer notre population. Nous voulons le déplacement de l'industrie et l'expansion de l'industrie secondaire. On ne peut y parvenir que par un nouvel examen des critères et des régions déjà désignées, notamment des régions désignées par une conférence fédérale-provinciale des premiers ministres des provinces et du Canada.

Ce n'est qu'un crédit d'un dollar, qui est par conséquent statutaire. Je présume qu'on ne saurait proposer que ce crédit d'un dollar soit rayé, sans proposer l'abandon de tout le programme. Si c'était possible, je serais disposé à le faire, pour qu'on puisse recommencer à zéro et éviter les pièges dans lesquels nous sommes tombés dans le passé. Le ministre est loin d'être exact à remplir ses devoirs et il n'a pas accordé toute l'attention voulue aux mesures de stimulation du développement régional. Il n'a pas donné aux provinces l'orientation souhaitée et, dans la plupart des régions du Canada, le programme n'est pas encore en vigueur. J'espère que la situation changera et que la loi sera remise en vigueur.

Au besoin, monsieur le président, je suis prêt à organiser des délégations du Nord de l'Ontario, qui désirent rencontrer les fonctionnaires du ministère. Toutefois, j'estime que le ministre connaît le désir des municipalités et de la population du Nord de l'Ontario quant à la désignation de leurs régions. Il sait aussi que jusqu'à maintenant, dans la plupart des cas, le programme des régions désignées a été un échec total. Je ne connais qu'un cas où il a donné d'excellents résultats et la région en cause a indiqué au gouvernement qu'elle ne voulait pas être désignée.

Je ne m'attarderai pas davantage sur ce point; je ne voulais pas que le ministre pense que j'avais manquée l'occasion de parler de l'affaire. Je l'assure que je continuerai à en parler tant qu'on n'en sera pas arrivé à une conclusion plus favorable que par le passé.

M. Johnston: Monsieur le président, j'aimerais tout simplement faire remarquer une erreur qui s'est glissée dans les observations du préopinant au sujet des régions désignées de la Colombie-Britannique. En fait, les régions désignées de cette province comprennent au moins trois circonscriptions autres que celle du premier ministre. Nous serions très heureux d'avoir plus de régions de ce genre en Colombie-Britannique. S'il n'y en avait pas, alors ce n'est qu'un autre projet du gouvernement fédéral qui s'arrête aux montagnes Rocheuses. S'il en est ainsi, je ne crois pas que les citoyens de la Colombie-Britannique soient intéressés à fournir l'argent pour le Nord de l'Ontario, partie de cette riche province, sans rien obtenir en retour.